

Dordogne le 15 juin 2024



À LA UNE

Le comité régional forme ses militant-e-s

ACTIVITÉ RÉGIONALE

12 avril - Journée métallique en NA

TERRITOIRE

Marcher pour réveiller



Edito



Passé sous silence depuis quelques semaines, il n'en demeure pas moins que le pouvoir d'achat des français·e·s n'est pas au beau fixe : une pauvreté et une précarité grandissantes.

Avec une impossibilité, pour une trop grande partie de la population, de pouvoir vivre dignement de son travail, de se garantir un logement, de se nourrir...

Et, pendant ce temps-là, au nom, entre autres de la compétitivité, des exonérations, des aides publiques sont touchées par des entreprises, sans que pour autant celles-ci créent des emplois.

Et pourtant, augmenter le Smic, indexer les salaires sur l'inflation, geler le prix des loyers, taxer les superprofits, lutter contre la fraude fiscale, ... permettrait de réduire les inégalités et d'apporter plus de justice sociale.

Avec ce sentiment d'abandon et dans un contexte mondial de guerre, le RN en profite pour véhiculer ses idées de haine, de division. Et, depuis quelques jours, avec le résultat des élections européennes, notre République et notre démocratie sont en danger.

Le RN joue ainsi avec la communication, avec les médias pour aller sur des terrains comme l'écologie, pour aller en direction des jeunes, du monde agricole avec des discours populistes en prétendant apporter des solutions, des réponses aux problèmes environnementaux.

Le syndicalisme a une responsabilité d'éclairer le monde salarial, les travailleur·euse·s de ce pays, sur l'imposture de ce parti et du danger pour nous tous de leur avancée au pouvoir en France. En Nouvelle-Aquitaine, de nombreuses initiatives, manifestations, s'organisent via les unions départementales, les syndicats pour lutter contre ces idées d'extrême droite.

Au vu de la gravité de la situation, la CGT va continuer de mener la bataille du terrain et des idées. Nous devons aussi porter haut et fort nos exigences sociales, notamment l'exigence du rétablissement de la retraite à 60 ans, afin que celles-ci soient entendues.

Toute occasion est bonne pour débattre avec les salarié·e·s, nos syndiqué·e·s, nos syndicats, en construisant avec eux, là où on met le curseur de nos exigences revendicatives. Cette année, les UD 16 et 47 ont pu pratiquer cet exercice de démocratie avec l'organisation de leurs congrès respectifs.

D'autres moments importants vont avoir lieu, comme la 47^{ème} Hestejada de las Arts à Uzeste (33) où, là encore, artistes et syndicalistes se côtoient pour échanger sur des enjeux sociaux et sociétaux.

**Nos vies peuvent changer pour le meilleur,
soyons-en convaincus !**

Samantha Dumousseau

Sommaire

Editorial.....	p2
À la Une Le comité régional forme ses militant·e·s.....	p3
Territoire Marcher pour réveiller.....	p4-5
Publicité Macif.....	p6
Diagoris.....	p10
Territoire 38 ^{ème} congrès de l'UD CGT 47.....	p11
Activité régionale 12 avril - Journée métallique en NA.....	p12-13
Culture Uzeste ou le swing des «ouvriers».....	p14-16

DOSSIER
**Des IHS - Instituts
d'Histoire Sociale - au
service du mouvement
social..... p7-9**

Directrice de publication : Samantha Dumousseau
Comité régional CGT NA - Bourse du Travail - 44 cours A.Briand -
CS 61653 - 33075 Bordeaux cedex
Création : pom'C - 47350 LACHAPELLE
Mise en page : Service Communication CGT NA
Imprimé par Rivet Presse Edition, Limoges



LE COMITÉ RÉGIONAL FORME SES MILITANT·E·S



Un des axes forts du comité régional est de répondre aux besoins de nos mandaté·e·s régionaux en termes de formation syndicale en lien avec l'actualité sociale et revendicative. L'année 2024 est fortement marquée par la « Loi pour le plein emploi » du 18 décembre 2023 qui va se mettre en œuvre totalement dès le 1^{er} janvier 2025.

Une première journée d'étude a eu lieu le 25 mars 2024. Elle a réuni 17 participant·e·s, des mandaté·e·s du comité régional siégeant dans les instances de l'emploi, de l'insertion, de la formation professionnelle et du CESER et des camarades des syndicats de Pôle Emploi (devenu France Travail) et des Missions Locales. Cette journée a permis un échange d'informations et de connaissances entre mandaté·e·s et syndicats du périmètre de France Travail, afin que la CGT porte à tous les niveaux nos revendications CGT en termes d'emploi et que la CGT en Nouvelle-Aquitaine ait la capacité de déployer un plan de travail syndical et nos revendications pour lutter des 2 côtés du guichet, dans les instances et auprès des travailleur·euse·s.

Suite à cette journée, le comité régional a organisé le 18 juin 2024 à Bordeaux une formation sur l'impact de la loi Plein Emploi - France Travail pour les salarié·e·s en situation de handicap.

Le comité régional a également créé 2 modules de formation sur France Travail à destination des Unions Départementales :

- Un module de formation à destination des membres des CE d'UD. Cette formation a déjà été mise en œuvre auprès de la CE de l'UD de la Corrèze le 5 février 2024 ;
- Et, au vu de l'urgence pour la CGT d'informer en masse, un contenu pour un temps court, facilement appropriable, d'information lors d'AG aux syndicats, le thème est « France Travail, quelles conséquences pour l'ensemble du salariat ? ». La première présentation de cette information aux syndicats a eu lieu en Dordogne, à l'initiative de l'UD, le 25 mai 2024. 36 camarades étaient présent·e·s, cette AG a été suivie d'un rassemblement revendicatif devant France Travail à Périgueux.

Le comité régional a également pour objectif une meilleure qualité de Vie Syndicale pour nos mandaté·e·s et d'outiller les Uds selon leurs besoins en matière de Vie Syndicale.

Dans ce cadre, le comité régional a organisé une journée d'étude « Les dirigeant·e·s et violences sexistes et sexuelles dans la CGT », le 12 mars 2024 à Bordeaux. Elle a réuni 9 camarades (5 hommes et 4 femmes) et elle a pour objectif de détecter, écouter, accompagner les victimes et traiter toutes situations de violences sexistes et sexuelles dans la CGT, conformément à « La Charte égalité femmes - hommes ».

De même, une formation « Administrateur·rice·s COGITIEL » a été organisée par le comité régional les 22 et 23 mai 2024 à Périgueux. Elle a été suivie par 8 camarades représentant 5 Uds.

La formation est un outil indispensable à l'élévation des consciences et du rapport de force, elle est au cœur de l'activité du comité régional CGT Nouvelle-Aquitaine.

Corinne Rey-Bertrand





MARCHER POUR RÉVEILLER !



Du 13 au 16 mars derniers, la très médiatisée Marche du rail avait lieu entre Saillat-sur-Vienne (87) et Angoulême (16) afin d'exiger la réouverture complète de la ligne Limoges-Angoulême.

Depuis 2018 et la fermeture de cette ligne sur la partie Saillat-Angoulême, en raison de la vétusté de cette infrastructure due à un manque de financement et d'entretien, la CGT n'a jamais cessé d'agir en faveur du rétablissement de cette liaison stratégique Charente-Limousin. Ainsi, se sont succédés des interpellations multiples d'élu-e-s, des réunions publiques, un travail conjoint avec le monde associatif et des élu-e-s politiques, et même des manifestations déjà aux côtés des Comités Régionaux de Vigilance Ferroviaire comme ce fut le cas dès le 6 octobre 2020 à Saint-Junien et le 25 mai 2023 à Saillat.

C'est cette pression collective, impulsée par la CGT, et magnifiquement ancrée dans le territoire grâce au travail de fond de l'association AngouLim, qui a permis que ne soit pas mis sous l'éteignoir la nécessaire réouverture de cette ligne de vie !

Se sont les craintes légitimes que cette ligne ne soit pas inscrite dans le prochain Contrat Plan Etat/Région sur le volet mobilité qui nous ont collectivement décidé à planifier cette marche du rail.



AU-DELÀ DE L'EXPLOIT SPORTIF, LE RASSEMBLEMENT AUTOUR DE CETTE MARCHÉ DU RAIL

c'est

- ▶ 3 mois de préparation
- ▶ Des prises de parole et débats lors de toutes les étapes
- ▶ 1 millier de personnes engagées et en soutien sur les 4 jours
- ▶ 40 motions de soutien votées dans les mairies et CDC du périmètre
- ▶ Une motion de soutien votée au Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine
- ▶ Une question relative à cette ligne posée au gouvernement à l'Assemblée nationale
- ▶ Une couverture médiatique d'ampleur nationale





Une façon de dire aux décideurs politiques qu'ils doivent mettre en adéquation leurs intentions (développement des trafics ferroviaires voyageurs et fret) neutralité carbone (2050) avec leurs actes !

Car, à l'instar d'autres réouvertures de lignes ou travaux de régénération sur notre région, les décisions ne peuvent être renvoyées à fin 2027. L'État doit prendre ses responsabilités financières pour retrouver un maillage territorial cohérent et utile aux populations et aux entreprises. Les fausses solutions, telle que le « Train léger » condamneraient le trafic FRET de marchandises, réduiraient des voies de croisements et les possibilités de développement d'une bonne offre de dessertes voyageurs.

Or, sans infrastructures qui conjuguent tous les reports modaux, il ne peut exister de réindustrialisation de notre pays.

A Exideuil-sur-Vienne comme à Roumazières, des chargeurs potentiels existent, en atteste le nombre de camions sur la RN 141, et avec l'augmentation du prix du carburant les salarié·e·s, lycéen·ne·s et étudiant·e·s réclament, quant à eux, de faire rimer justice sociale et climatique.

La CGT n'accepte pas le maintien de politiques d'austérité qui, à l'instar de la santé publique ou des secteurs de l'énergie et de l'éducation, conduisent à la dégradation constante du service public et à la non prise en compte des besoins. La crise démocratique en cours, qui bien souvent trouve sa source dans la déliquescence de nos services publics, doublée de



nos obligations à agir en faveur du climat, doit susciter une convergence d'actions pour la satisfaction des besoins présents et futurs.

La CGT, forte de son implantation dans tous les territoires de notre grande région, continuera de se mettre à disposition de toutes celles et ceux qui veulent agir pour un service public ferroviaire à hauteur des besoins et des enjeux.

David Plagès



On dit souvent que **c'est le geste** **qui compte** ().

Vous qui lisez ce magazine, peut-être chez vous ou bien au travail, quel serait votre réflexe si une personne près de vous était victime d'un malaise, d'un accident, d'un étouffement ?

Dans toutes ces situations, c'est le geste qui compte. **Celui qui permet de faire un massage cardiaque, d'utiliser un défibrillateur, d'effectuer une compression abdominale, de mettre une victime en sécurité.**

Tous ces gestes simples qui permettent bel et bien de sauver des vies.

De nombreux décès pourraient être évités chaque année en France si le **grand public était plus largement initié aux gestes de premiers secours.**

C'est pour ça qu'à la Macif, nous proposons depuis des années à nos sociétaires des ateliers gratuits de formation aux premiers secours.

Alors pour connaître les six gestes élémentaires de premiers secours, **rendez-vous sur macif.fr/gestes-qui-sauvent**

À la Macif, la prévention, c'est ensemble que nous la faisons.



La Macif,
c'est **vous.**

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.

presse, « Popu », FR3, des chercheurs... Cela n'est pas négligeable au regard des enjeux de la bataille idéologique actuelle.

L'IHS a sa place dans ce combat pour ce qu'il peut contribuer à la connaissance et à l'analyse.

Connaître pour comprendre, comprendre pour proposer, agir, peser sur les choix.

C'est ce rôle, cet apport que nous souhaitons renforcer par une meilleure interaction avec les syndicats pour les syndiqué-e-s, les salarié-e-s.

Des outils existent, sachons les utiliser pour prendre le temps de la réflexion, de la formation, s'ouvrir à ce qui peut interpeller, pour respirer.

C'est cette fonction « Education populaire » pour les orga, les syndiqué-e-s qu'il nous semble indispensable de développer.

La formation, la maîtrise des concepts, l'analyse, sont des enjeux majeurs dans un monde où la communication, les réseaux règnent, maîtrisés par qui ?

L'ultralibéralisme ne peut accepter aucune proposition qui remette en cause sa suprématie, sa recherche de profits financiers quel qu'en soit le prix pour les salarié-e-s, les coûts pour l'avenir de la planète et de l'humanité... guerre, dangers climatiques...

Dans ce contexte, l'histoire en ce qu'elle est mémoire et témoin du passé est indispensable. Elle est la référence pour avancer ensemble à contre-courant des idées dominantes qui sont négation de toute réflexion et références, des repères pour construire d'autres perspectives.

Un exemple pour étayer mon propos directement lié à notre initiative de conférence « anatomie d'une affiche ».

La loi sur l'immigration s'articule directement avec la montée de l'extrême droite, du front national et aux difficultés à débattre sur le partage, les solidarités qui font des immigré-e-s des « boucs émissaires », notion récurrente pour fracturer l'unité des travailleuses et travailleurs.

Et c'est après le vote de cette loi adoptée par la droite et l'extrême droite que Macron a célébré l'entrée de Mélinée et Missak Manouchian au Panthéon mais, tout discours le mieux ficelé et léché soit-il comme l'a été celui de Macron, est empreint de perversité dans le contexte d'une loi qui consacre l'exclusion des travailleur-euse-s immigré-e-s et les renvoie inexorablement à la clandestinité.

C'est dans ce contexte que s'inscrit notre initiative du 20 juin.

Après l'initiative confédérale - le 15 mars - sur l'actualité du programme du Conseil National de la Résistance, nous souhaitons marquer l'événement à Limoges par

la projection du film « une histoire de Conseil National de la Résistance » suivi d'un débat avec Michel Pigenet, historien chercheur et intervenant dans le film*.

Ce film réalisé à partir des archives de Louis Saillant, représentant la CGT réunifiée au CNR et dernier président de celui-ci est d'une grande actualité par les questions posées :

- reconstruction et maîtrise des moyens de production
- protection sociale
- unité et démocratie...

Cette initiative sera suivie les 21, 22 et 23 juin par « Lire à Limoges » où notre IHS a de nouveau un stand, avec la participation de Bernard Thibault, ce qui permettra d'aborder les enjeux sociaux des JO et la place du sport dans l'éducation populaire.

Notre association s'inscrit dans une démarche articulant archives, recherche et diffusion, éducation.

DIFFUSION, cela passe par notre revue « Mémoire Active » et son supplément « Brèves », nous avons besoin de retours sur le ressenti des lectrices et lecteurs, pour retravailler notre ligne éditoriale. Nous proposerons dans un prochain numéro un questionnement à toutes et tous.

DIFFUSION, cela passe par notre image, nous nous proposons de retravailler la plaquette de présentation de notre IHS, la formule actuelle a plus de 10 ans.

EDUCATION, cela signifie contribuer à la connaissance, aux débats et l'actualité est riche de dates dites mémorielles, mais comment ne pas s'enfermer dans la nostalgie et croiser passé et présent.



2024

C'est les 80 ans du programme du CNR, c'est aussi les massacres de la division SS « das Reich » : Tulle et Oradour, c'est aussi la libération du camp de St Paul, de Limoges...

2025

Ce sera l'armistice du 8 mai... et les 130 ans de la CGT, créée à Limoges, nous aurons l'occasion d'y revenir...

2026

Ce sera l'anniversaire du « Front populaire » et de la Maison du peuple de Limoges.

L'équilibre entre célébration, valorisation et réflexion pour aider à la compréhension du présent et contribuer à des projections vers l'avenir en tirant les enseignements du passé est un équilibre de plus en plus difficile. Eviter toute instrumentalisation, savoir garder un esprit critique est indispensable pour l'éducation, la formation et permettre ainsi de construire. L'IHS a sa place à tenir dans cette mission.

Il s'agit pour nous, avec nos moyens modestes, de tenir les deux bouts : conserver, valoriser, former et pour cela le renforcement de nos forces est urgent.

Nos engagements ponctuels mais réguliers et chronophages comme le « Forum des associations » en septembre, suivi des « Journées du patrimoine » et « Lire à Limoges », sont aussi des moments où nous pouvons nous faire connaître aller à la rencontre d'un public qui nous découvre et c'est riche d'enseignements réciproques.

Il en est de même pour nos coopérations avec des associations amies sur des thèmes qui nous rassemblent dans des combats communs (cf. conférence Manouchian).

Cette part de notre activité est une spécificité de l'IHS Limousin, elle s'inscrit dans l'histoire sociale de notre région où mutualité, coopératives ont été constitutives du mouvement ouvrier de notre région.

Au regard des publications et échanges avec les IHS des départements de notre « grande » région, nous retrouvons les mêmes approches, des initiatives similaires, des interrogations identiques. Sans doute aurons-nous à réfléchir sur des coopérations, des échanges, des constructions collectives à partir de bassins d'emploi, de professions... pour, chacune, avec nos spécificités enrichir mutuellement le mouvement social de cette région hybride.

« Puiser dans le passé pour éclairer le présent »

*l'IHS de la Vienne a organisé une conférence-ciné-débat sur ce thème le 14 mars (cf contact n°32 et n°33 de l'IHS Vienne)



Les projets en cours



« Etats généraux de la Renaissance Française »

Cette expérience de démocratie directe, à la libération, constitue une démarche originale pour faire entendre la voix d'un peuple qui, libéré veut être maître de son destin.

Mal connue... elle s'inscrit dans une période mouvante, de la libération progressive du territoire après le débarquement en Normandie à l'installation - réinstallation - de la République et de la démocratie après 5 ans d'occupation et le régime de Vichy.

Le CNR et le réseau (Michel Pigenet parle de papillaire) des comités de libération s'inscrivent, non sans heurts, oppositions, contradictions dans une démarche de mobilisation et de développement populaire pour faire pression sur les choix et décisions.

L'enjeu est le programme du Conseil National de la Résistance, « Les jours heureux ».

C'est dans ce contexte que vont se construire, avec les comités départementaux de la résistance ces « Etats généraux ».

Qu'en a-t-il été en Limousin ? C'est ce que nous avons cherché à connaître, une première approche de ces recherches a été présentée lors de l'assemblée générale. Les résultats de leurs travaux seront publiés dans notre prochain « Mémoire Active ».

Une autre chantier est ouvert pour 2025 : 1995... 30 ans après, quels enseignements ? Un travail est envisagé sur ce thème avec les organisations concernées et mobilisées au premier plan : cheminots, mines/énergie, FAPT.

Et toujours les archives...

La convention de dépôt des archives de l'UD CGT 87 a été signée le 3 avril 2024, signature largement relayée par la presse, populaire et FR3. Cela a permis de souligner la richesse du fond et l'importance scientifique et politique de notre démarche.

En octobre 2024, cela sera fait en Corrèze pour les archives de l'UD et de l'UL de Tulle.

En Creuse, cela reste à réaliser, mais l'exposition de l'IHS sera présentée aux AD 23 en décembre 2024.

DIAGORIS

EXPERTISE

Notre engagement et nos valeurs

Diagoris est un cabinet d'expertise comptable au service exclusif des représentants des salariés. Depuis 2009, Diagoris s'engage à défendre les intérêts des salariés dans le cadre de ses missions légales de conseil et d'accompagnement des CSE et des organisations syndicales. Cet engagement s'appuie sur des valeurs fortes de solidarité, de justice et d'égalité au service des salariés et de leurs représentants.

Notre expertise pluridisciplinaire

Le cabinet Diagoris est implanté sur l'ensemble du territoire français et dispose d'une expertise pluridisciplinaire lui permettant de conseiller et d'accompagner les salariés et leurs représentants dans tous les domaines du dialogue social avec les directions (questions sociales, économiques, financières, stratégiques, organisationnelles, etc.) et dans tous les secteurs d'activité (énergie, transport, services, santé, etc.).

Les missions légales d'expertise auprès des CSE

Le cabinet Diagoris intervient principalement dans le cadre des missions légales d'expertise auprès des CSE, prévues par le code du travail :

- ◆ consultation sur les orientations stratégiques de l'entreprise (80% employeur/20% CSE*)
- ◆ consultation sur la situation économique et financière de l'entreprise (100%employeur)
- ◆ consultation sur la politique sociale de l'entreprise, les conditions de travail et l'emploi (100%employeur)

** Sous certaines conditions, l'expertise peut être financée à 100% par l'employeur.*

Ces consultations sont récurrentes et nous accompagnons sur le long terme les salariés et leurs représentants pour défendre leurs intérêts auprès des directions. Nous intervenons également dans le cadre de consultations ponctuelles liées à des événements particuliers:

- ◆ consultation dans le cadre d'une opération de concentration (80% employeur/20% CSE*)
- ◆ droit d'alerte économique (80% employeur / 20% CSE*)
- ◆ consultation dans le cadre d'un projet de licenciements collectifs pour motif économique(80% employeur/20% CSE*)
- ◆ consultation dans le cadre d'une offre publique d'acquisition (80% employeur/20% CSE*)

Notre cabinet peut être mandaté pour apporter toute analyse utile aux organisations syndicales pour préparer la négociation d'un accord de performance collectif ou d'un accord relatif au contenu d'un plan de sauvegarde de l'emploi.

Les missions d'expertise CHSCT – CSSCT

Le cabinet Diagoris accompagne aussi les salariés et leurs représentants dans le cadre des missions auprès des CHSCT et des CSSCT à travers sa filiale agréée Sésame Ergonomie:

- ◆ lorsqu'un risque grave, identifié et actuel, révélé ou non par un accident du travail, une maladie professionnelle ou à caractère professionnel est constaté dans l'établissement (100%employeur)
- ◆ en cas d'introduction de nouvelles technologies ou de projet important modifiant les conditions de santé et de sécurité ou les conditions de travail (80% employeur/20% CSE*)
- ◆ dans les entreprises d'au moins 300 salariés, en vue de préparer la négociation sur l'égalité professionnelle (80% employeur/20% CSE*) .

La formation des représentants des salariés

Au-delà des missions légales d'expertise, le cabinet Diagoris accompagne les représentants des salariés à travers une offre complète de formations (économique, social, droit du travail, sécurité au travail, etc.) afin de développer les compétences utiles à leurs missions de défense des intérêts des salariés.

DIAGORIS

ARNAUD KIEFER

Responsable Relations Extérieures & Partenariats – Grand Sud

06 37 87 67 29

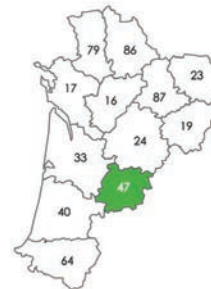
arnaud.kiefer@diagoris.fr

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE

DIAGORIS.FR

7 place du Pdt Thomas Wilson
31000 TOULOUSE

Centre Regus Les Grands Hommes
33000 BORDEAUX



38^{ÈME} CONGRÈS DE L'UD CGT 47



Des syndicats forts pour des revendications et des luttes gagnantes !



Le 38^{ème} Congrès de l'UD CGT 47 s'est tenu dans un contexte particulier au regard du résultat inquiétant des élections Européennes, en la présence de Samantha DUMOUSSEAU secrétaire régionale, Alexandra MEYNARD coopérante confédérale, David GISTEAU du bureau confédéral (78 délégué-e-s de 39 syndicats).

Le débat sur la montée inquiétante de l'extrême droite s'est naturellement invité dans nos débats, davantage que d'habitude. Malgré cette actualité, les congressistes n'ont pas balayé le pourquoi nous étions réunis : faire le bilan de notre activité collective et en tirer les enseignements.

Revenir sur 3 ans est toujours un exercice qui peut paraître frustrant pour quelques délégué-e-s au regard des contraintes d'ordre du jour. Mais, le congrès a fait preuve d'une grande responsabilité, débattant sur le fond sans tomber dans la surenchère dans un contexte politique inédit.

La débat sur le rapport d'activité et d'actualité a été lucide, constructif, riche et volontariste et le bilan d'activité a été validé à l'unanimité.

La table ronde de l'après-midi, animée par David GISTEAU, a permis, à partir de nos réalités, d'avoir, une fois encore, des échanges francs sur notre qualité

de vie syndicale (un des sujets principaux du projet de document d'orientation). Le partage d'expérience fait ce qui crée les conditions du rapport de force et ne pourra passer que par un syndicalisme CGT fort politiquement et de masse.

Il ressort des débats qu'armer les syndiqué-e-s par la formation syndicale pour entrer dans le débat de la bataille idéologique et convaincre, doit être une de nos priorités ; de même pour la proposition de l'adhésion systématique. Organiser les travailleurs et travailleuses autour de notre CGT dans le syndicat émancipateur et premier lieu de confédéralisation de l'activité syndicale et revendicative.

Être présent dans un grand nombre de négociations de PAP pour se développer là où nous sommes et nous implanter là où nous sommes absents (avec ciblage et travail en amont dans nos ULs pour aller à la rencontre des salarié-e-s des entreprises concernées) est une des orientations fortes de notre congrès.

La seconde table ronde autour du « sens du travail » animée par Alain Alphon-Layre a aussi permis de dégager des pistes sur le « comment aborder » ces questions qui donnent du sens à notre démarche revendicative. Partir du travail pour construire des revendications avec celles et ceux qui le vivent.

Le document d'orientation a été validé à plus de 87 %.

La Commission exécutive a été élue dans l'ensemble à plus de 99 % et j'ai été réélue Secrétaire Générale.

Corinne CHARRY
Secrétaire Générale

12 AVRIL - JOURNÉE MÉTALLIQUE EN NA

Nous démarrons un cycle de rencontres avec plusieurs secteurs professionnels, centré le plus possible sur les initiatives et les discussions que nous pourrions mener sur des projets syndicaux et revendicatifs dans notre région.



C'est une part importante de l'activité d'un comité régional car, c'est un des lieux du travail commun que doivent mener les unions départementales et les fédérations.

Nous avons souvent travaillé ces questions, y compris dans un passé récent, par exemple sur l'exploitation forestière et le gemmage, le maintien de l'activité verrière, la production électrique hydraulique, le travail métallurgique et les liens possibles aux autres secteurs, l'intégration des travailleur·euse·s en situation d'handicap...

Notre conférence nous a pointé les questions du transport et de la formation professionnelle.

Déjà, des initiatives syndicales voient le jour sur ces questions (voir l'Echo n°13) mais nous avons également besoin de relancer les réflexions sur la présence industrielle en Nouvelle-Aquitaine.

35 camarades ont pu participer à cette initiative et, ont apporté, ou se sont intéressés sur des possibilités dans leur entreprise, département ou même leur syndicat. Avec des camarades d'entreprises de 30 ou 40 000 salarié·e·s, des secrétaires d'UD ou membres de CE d'UL, des élu·e·s à la CE fédérale ou mandaté·e·s en instance régionale ou au CESER ont pu échanger sur notre approche syndicale du travail. Cela éclaire sur les diversités et les richesses du secteur métallurgique.

De l'avis de nombreux·euses camarades, « les rencontres » sont un format nouveau, souple qui permet d'élargir les points de vue et visions sur les transformations en cours et comment nous pouvons intervenir sur celles-ci.

Des prolongements en journées d'études sur des thématiques régionales ressortent, par exemple sur l'hydrogène, la formation professionnelle, l'aménagement territorial, les possibles réindustrialisations en lien aux transitions environnementales et aux besoins des populations y compris en local... Cela vient contrarier les choix patronaux et/ou gouvernementaux plus orientés sur la remise en cause des classifications (et donc des rémunérations) et les suppressions d'emplois et/ou de pans entiers de productions.

Une meilleure connaissance de ce que nous pouvons construire demande à être développée. La façon dont les salarié·e·s pourraient intervenir dans le débat est à imaginer. Mais, à n'en pas douter, l'envie est forte de peser sur le travail et le sens qu'ils et elles veulent y donner.

Cette première rencontre, finalement, fut trop courte et en appelle d'autres et sûrement avec d'autres secteurs professionnels. Pour autant, le sens que nous y donnerons avec les territoires participera à nourrir notre revendicatif régional.



La rencontre métallique du 12 avril avait 2 ambitions

FAIRE ÉCHANGER des syndicats sur leurs situations propres.

DONNER À VOIR ET À RÉFLÉCHIR sur notre démarche de projets.



Témoignages...

Clarice (Région FTM NA)

Cette journée a montré, une fois de plus, l'envie des camarades d'échanger sur les différentes problématiques rencontrées au travail : que ce soit sur la classification, les conditions de travail, le sens au travail, l'avenir de leur entreprise, les divers sujets qui traversent notre société...

Une rencontre intéressante qui nous ramène aux fondamentaux. Ecouter, poser les choses, réfléchir aux perspectives qui en découlent ; se recentrer sur la base pour ensuite élargir les horizons.

Les échanges ont permis de constater le décalage entre les entreprises sur la mise en place de la classification et la compréhension de la Nouvelle Convention Collective métallurgie.

Plusieurs camarades ont proposé d'autres initiatives : Journées d'études sur la Convention, actions régionales centrées vers le MEDEF/UIMM, travail sur des projets ou expressions convergentes sur la mobilité (Electrique, Hydrogène, Thermique Classique).

Impliquer les camarades dans la réflexion pour pérenniser leurs entreprises c'est les mettre réellement acteurs et décideurs du bien commun de tous. Ils-elles connaissent leur territoire, leur environnement de travail, leurs savoir-faire et trouvent des solutions à porter devant les employeurs et élu·e·s de leur département, de leur région avec l'aide des structures CGT.

Jean-Philippe Juin (Ex fonderie du Poitou, Membre Cgt Ceser)

Dans le même état d'esprit, le comité régional souhaite sensibiliser les élu·e·s et mandaté·e·s sur l'importance de la formation professionnelle. Le comité régional va solliciter des référent·e·s pour chaque Union Départementale pour porter ce sujet et faire connaître les dispositifs existants dont pourront s'emparer les élu·e·s des CSE ou les délégué·e·s syndicaux. Ils-elles pourront ainsi construire une politique sur la formation professionnelle qui pourra être opposée aux plans de formations patronaux qui ne prennent jamais en compte les besoins et les désirs des salarié·e·s.

Des formations seront organisées dans les départements pour outiller tous les mandaté·e·s.

Olivier Ten (DSC Entreprise Legrand)

Ce format de réunion est inhabituel par sa composition, en majeure partie des métallos, organisé par la région et les UD, cela fût très intéressant autour du thème actualité sur la nouvelle convention collective dans la première partie de matinée. On a pu répondre aux questionnements de chacun·e et cela a apporté de la connaissance aux structures régionale et confédérale sur les problématiques métallurgie.

Cette rencontre a permis de fiabiliser les liens entre les métallos et les structures.

Laurent pour l'UD de la creuse

2023 la CGT s'est implantée ou s'est renforcée dans plusieurs entreprises de la métallurgie Creusoise. Rapidement, se rencontrer entre camarades, échanger sur le boulot, la convention collective, les CSE de groupe ou les NAO est apparu comme une nécessité. Bien évidemment, chacune de ces entreprises a son histoire et sa culture syndicale. A priori, deux mondes séparent les LSI (ex GM&S) qui combattent avec la CGT depuis 2017 contre la fermeture de leur usine et les deux nouveaux délégués syndicaux de la CFI qui tentent d'implanter une vie syndicale dans leur petite boîte familiale, rachetée il y a peu par un groupe. Qui à part la CGT pour créer du lien entre les syndiqué·e·s de Torbel, fournisseur pour France Fermeture et situé à 30 kms où un syndicat CGT se développe ? Comment faire pour que les syndiqué·e·s individuel·le·s participent à la vie de la CGT et qu'avec un enrichissement commun nous arrivions à donner envie aux salarié·e·s d'autres entreprises de la métallurgie de nous rejoindre.

Cette rencontre possible avec notre comité régional Nouvelle-Aquitaine s'est imposée car elle répond aux besoins que nous font remonter les camarades : connaître les autres entreprises de la région, les représentants de la métallurgie, mettre des visages sur des noms... Sur la base de cette rencontre, L'UD de la Creuse a prévu de réunir les camarades Creusois en septembre avec en ligne de mire un travail sur les salarié·e·s des TPE.

UZESTE OU LE SWING DES «OEUVRIERS»



Uzeste est un lieu atypique, de création artistique pluridisciplinaire engagé. Musique, théâtre, cinéma, arts plastiques se disputent, se confrontent, se complètent avec la présence d'artistes de haut niveau. L'art n'est pas une marchandise et ici à Uzeste, l'improvisation, la recherche, se conjuguent sans se prendre au sérieux.

Ce sera la 35^{ème} année que la CGT sera présente sur « l'Hestejada de las Arts » d'Uzeste qui elle, fêtera sa 47^{ème} édition.

La CGT est arrivée en 1989 pour la première fois au travers d'un stand de la Vie Ouvrière. L'UD CGT Gironde et le Comité régional CGT Nouvelle-Aquitaine sont donc des partenaires historiques de cette belle aventure. La durée de la présence et d'une co-élaboration avec des artistes, des chercheurs, des universitaires, est une singularité dans l'histoire culturelle de la CGT.

Marcel Trillat, René Vautier, Richard Borhinger, Gilles Perret, Gérard Noiriel, Roland Gori, Laure Duthilleul, Vanina, Julliette Kapla, Bernard Lubat, Fabrice Veira, André Minvielle, François Corneloup et beaucoup d'autres avaient et ont encore leur rond de table sur le stand de la CGT, « la cabane des gemmeurs ». Ce stand que nous avons monté dans le patio de la CGT dans le cadre de la journée confédérale de l'Industrie en 2015 autour de la filière bois.

Nous avons, tout au long de ces années, proposé des débats, des projections, des rencontres, qui sont parties intégrantes de la programmation officielle.

Cette année le programme n'est pas encore bouclé mais l'Hestejada se déroulera du **18 au 25 août** avec quelques pérégrinations dans les villages alentours.

La CGT pour sa part proposera un programme bien chargé :



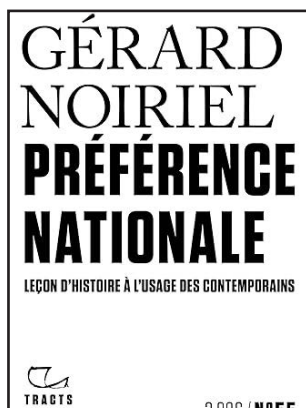
Cinéma, avec Gilles Perret qui viendra présenter son dernier film « La ferme des Bertrand » ; précédé par un documentaire de Marcel Trillat dont Gilles s'est inspiré pour poursuivre la saga de cette famille sur 50 ans.

A la suite de cette projection, un débat rassemblera Modef, Confédération paysanne, CGT, pour échanger sur la situation de l'agriculture et la sécurité sociale alimentaire.

Gérard Noiriel et Martine Derrier seront également présents et présenteront leur dernière conférence théâtralisée sur le thème de la discrimination et le harcèlement au travers des noms dans l'histoire en France.

Une conférence-débat aura lieu avec Gérard Noiriel autour de sa dernière publication dans la collection « tract Gallimard » « Préférence nationale, leçon d'histoire à l'usage des contemporains », faisant le lien avec la loi « asile et immigration ».





Nous proposerons également la projection du film de Fabien Beziat : « Nous les ouvriers » avec la présence du réalisateur et un échange après la projection.

Enfin, nous poursuivrons le travail engagé depuis trente ans sur les enjeux de l'égalité femmes/hommes.

Cette année, nous traiterons de la question de la montée de l'extrême droite et des atteintes aux droits des femmes et en particulier de l'IVG en présence de syndicalistes de l'Union européenne : CGIL (Italie), DGB (Allemagne), CCOO (Espagne).

La CMCAS et la CCAS (CE énergie) présenteront une exposition sur les trente ans de leur présence sur Uzeste. Ils font partie également des partenaires historiques de cette manifestivité.

Les camarades de la construction seront présents avec un stand qui aura la forme d'une cabane de chantier «remasterisée» .

Au-delà de ces propositions, la CGT assure l'accueil du festival, participe à son organisation et tient son stand où artistes et public s'y retrouvent dans une belle ambiance. Pour cela il nous faut des renforts...

L'an dernier une cinquantaine de camarades étaient présent-e-s ; plus on est nombreux-euses, plus nous pouvons faire des équipes permettant des roulements afin de découvrir au mieux le foisonnement culturel de cette Hestejada.

Uzeste est une expérience à vivre alors on vous attend !!!

Montage des toiles

qui accueillent les camarades :

- 7 & 8 août : montage
- 26 août : démontage

Montage de la cabane du gemmeur :

se rapprocher du Comité régional, de l'UD33, ou contacter Alain Delmas au 06 08 98 84 65.





47^{ème} FESTEJADA de las ARTS

FESTIVAL
VZESTE

17 - 24 AOÛT 2024 ✨ 05 56 25 38 46 / WWW.VZESTE.ORG